

Département des travaux publics
De la ville de Delémont

CARTE DES DANGERS
GROUPE DE CONCERTATION

PROCES-VERBAL N° 3 DU 4 FEVRIER 2008

Présents : selon liste annexée

Excusés : M. Egger, Pro Natura / M. Ami Lièvre, Fed. pêcheurs / M. Daucourt, Patrimoine Suisse
MM. Noël (Env) et les représentants des pêcheurs (séance importante)

M. Hennet ouvre la séance et présente les personnes qui sont là pour la première fois, notamment M. Bernard Studer, M. Mazzarini et M. Gerber (Biotec), MM. Brunner et Bartholomé (bureau Erard), Mme Marianne Studer et M. Roger Chèvre, commission des digues.

1. PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 27 NOVEMBRE 2007

Le procès-verbal est accepté avec les modifications suivantes :

- page 2, point 2.1 : le représentant du WWF est M. Lachat Fabian et non Jean-Pierre.

2. MESURES URGENTES : entretien de la végétation riveraine

M. Jaquier explique que ce travail est le fruit d'une collaboration entre le service des travaux publics et de l'urbanisme. Il explique la procédure qui a été faite. Il mentionne la consultation qui a été envoyée à tous les milieux concernés. Les résultats sont positifs et débouchent sur les points suivants :

- des discussions ont eu lieu avec les pêcheurs
- la Fédération cantonale des pêcheurs a demandé de conserver les souches dans la mesure du possible et les branches souples de saules.
- la SEPOD demande de mettre bien en relation les mesures envisagées et les effets escomptés.

Les objectifs principaux étaient :

- éviter les risques de création d'embâcles aux passages des ponts
- établir une conception d'ensemble par la CEP (conception évolution du paysage) pour la Sorne

M. Mazzarini explique les critères qui ont été utilisés pour réaliser ce martelage et le bilan de ce dernier : env. 170 arbres totalement ou partiellement coupés, ce qui correspond à env. 2 à 3 % du volume global de la végétation.

Les démarches suivantes sont : confirmer le martelage, obtenir les autorisations de l'Office de l'environnement et du Service de l'urbanisme. Un communiqué de presse sera fait et les travaux seront exécutés par le Service des travaux publics (éventuellement par une entreprise privée sous la surveillance des services communaux).

M. Mazzarini donne également quelques explications techniques.

La discussion est ouverte.

M. Lachat, précise que le WWF est d'accord avec ce martelage. Toutefois, il demande s'il a été tenu compte de la problématique des plantes envahissantes (Renouée du Japon et Berce du Caucasse) ?

Ce problème a été évoqué dans le cadre de la commission de Nature et Paysage pour situer 2-3 secteurs, mais cela n'est pas inclus dans cette démarche.

M. Bourquard (ECA) demande si ces mesures vont augmenter sensiblement le taux de subventionnement ?

M. Moritz répond qu'un bonus supplémentaire de 10 % peut être octroyé en fonction de la qualité du projet sur les aspects écologiques, tels que notamment le groupe de concertation.

3. MESURES URGENTES : arrières-digues

Présentation et discussion de l'avant-projet (variantes)

M. Magnollay présente les mesures urgentes prévues. Il y a deux sites principaux : En Dozière et Morépont.

Pour le site En Dozière, la variante proposée :

- une arrière-digue à env. 30 m du cours d'eau (espace de biodiversité), s'appuie sur le terrain existant et laisse une zone potentiellement constructible; donne au cours d'eau tout l'espace à disposition (de suite zone réservée à la nature avec une prairie extensive et à terme une zone d'eau calme entourée par une zone boisée et une zone de prairie extensive)

Pour le site Morépont, il illustre à l'aide de plans, les zones qui ont été inondées par la Sorne et la Birse et les zones inondées par les réseaux de collecteurs. Il donne quelques explications techniques.

Trois variantes sont proposées dans ce secteur :

- une arrière-digue dans les 15 mètres de la Sorne (mesure pour se protéger pour une crue semblable à 2007 et facile à négocier avec les propriétaires)
- variante optimisée avec une arrière-digue à l'amont proche des bâtiments de l'école professionnelle et du Gros-Seuc, puis qui rejoint à l'aval la digue aux 15 mètres de la Sorne (avantages : la digue à l'amont peut être conservée)
- variante minimale : 2 petites digues vers les bâtiments des Lilas (avec mesure de protections annexes pour des bâtiments qui ne seraient pas protégés avec cette variante).

Il montre, à l'aide de plans et avec les trois variantes, les débordements différents pour des crues Q2007, Q100 ou EHQ (crue extrême imaginable). Par ces schémas, on illustre bien que tout dépend des types de crues, les mesures seraient inutiles.

Les actions sur le réseau de collecteurs sont les suivants : contrôle du cadastre, rehaussement ou pose de couvercles étanches, pose de clapets anti-retour sur les zones en séparatifs et sur collecteurs unitaires; ceci est une tâche du PGEE.

La discussion est ouverte.

Arrière-digue En Dozière

M. Theurillat dit que les 2 variantes posent un problème en tant que propriétaire. Il faut garantir un passage de véhicules pour l'entretien du bâtiment.

La variante empiète sur les terrains de l'Etat où des extensions du Centre professionnel seraient éventuellement envisageables et il ne peut cautionner une telle digue si proche du bâtiment existant.

Il explique également que la construction d'une halle pour les menuisiers est prévue.

Etant donné que ces deux points ne sont pas encore décidés au niveau politique cantonal, il ne peut pas cautionner les projets présentés.

M. Hennet explique que dans ce secteur, il s'agit bien de mesures urgentes, mais à caractère définitif.

M. Theurillat dit que l'option Santé-Social-Art est un projet qui n'est pas totalement enterré au niveau politique.

M. Moritz explique que Delémont doit réfléchir comment combler les compensations écologiques prévues à cet endroit. Quelle que soit la mesure envisagée, elle est subventionnée par la Confédération et le Canton. Si, en fonction des constructions futures envisagées, cette arrière-digue pourrait être déplacée, mais aux frais du propriétaire (le Canton).

M. Gaspar Studer s'insurge sur le fait que, quel que soit l'emplacement de la construction de cette digue, c'est au propriétaire d'en faire les frais de déplacement.

M. Jaquier précise que ces variantes ont été pensées au niveau du Comité technique en fonction des tendances qui sont aujourd'hui données par le Gouvernement.

M. Roger Chèvre rejoint le point de vue de M. Gaspar Studer et ne comprend pas l'envie de vouloir coller l'arrière-digue si près du bâtiment existant.

M. Gerber (Biotec) rappelle qu'il y a un déficit écologique à Delémont et qu'il faut le compenser. S'il n'y a pas de constructions de bâtiments prévus, il faut prévoir le maximum de place.

M. Fringeli demande ce qu'il en est du petit ruisseau qui suit la piste cyclable ? Des précisions seront apportées après connaissance.

M. Hennet demande à M. Theurillat s'il est judicieux, après les événements de 2007, de continuer de vouloir construire à cet endroit ?

M. Theurillat répond que lors de la construction du Centre professionnel, ces dangers n'étaient pas clairement connus, il rappelle que ce terrain a été mis en zone d'utilité publique lors de la dernière révision du plan spécial.

M. Bourquard demande quel est le degré de protection des deux différentes variantes ?

Il rappelle que des prescriptions très strictes sont maintenant exigées (dans le cas présent, on se trouve dans une zone rouge du côté ouest du bâtiment).

M. Jaquier rappelle qu'il y a une réserve de terrain à l'est du bâtiment et montre la zone rouge sur le plan.

Arrière-digue Morépont

Mme Studer demande si ces variantes tiennent compte du concours European ?

M. Jaquier explique qu'European est un concours d'idées qui définit des principes et non pas un projet définitif. Les résultats du concours d'idées seront publics à la fin de cette semaine. Il explique dans les grandes lignes les objectifs du concours. A la lecture des résultats, c'est la variante dite « optimisée » qui répondrait mieux aux projets présentés qui privilégient une zone libre derrière l'école professionnelle.

M. Moritz rappelle les événements de ces dernières décennies et explique que la Sorne n'est pas une référence absolue. Par contre, les débordements de la Birse dépassent tout entendement.

Il explique qu'il s'agit de mesures urgentes, et qu'au terme de toutes les réalisations du projet, 12 millions seront dépensés pour augmenter la sécurité.

M. Bourquard dit que la diminution du risque est relativement faible et insatisfaisante. Il rappelle que les incidences financières sont assez élevées dans ce secteur. Il reste sceptique car on résout peut de choses.

M. Bernard Studer rappelle qu'il s'agit bien là de mesures temporaires et provisoires pour contenir une crue équivalente à 2007. Ces mesures se chiffrent de 100 à 200'000 frs pour garantir une mesure intermédiaire jusqu'à réalisation totale de la carte des dangers.

Mme Marianne Studer ne comprend pas pourquoi on laisse construire à Morépont, alors qu'on sait qu'il s'agit d'un terrain encore plus inondable qu'en Dozière.

M. Jaquier rappelle qu'il n'y aura pas de permis délivré tant que les zones bleues ne deviendront pas en zone jaune (ces zones passeront en jaune qu'au moment où la carte des dangers sera réalisée dans sa totalité). Il montre quelles parties seraient constructibles et celles qui ne le seront pas.

M. Jaquier dit qu'il faut être extrêmement prudent dans la prise de position des autorités, en expliquant que quelle que soit la mesure urgente prise maintenant, elle ne protégera pas d'une crue centennale.

M. Chèvre rappelle qu'en termes de crue centennale, c'est une statistique et elle pourrait s'avérer deux fois dans la même année.

M. Bernard Studer rappelle que l'on débat ce soir de mesures urgentes.

M. Fabian Lachat dit que le WWF souhaite qu'on garantisse que les mesures définitives seront réalisées et que la population ne se contente pas des mesures urgentes.

M. Parrat dit que la population qui a été inondée à plusieurs reprises dans ce secteur exige que la commune passe aux actes. C'est seulement en réalisant les mesures urgentes que l'on pourra être convaincant pour faire passer le message au peuple. C'est effectivement une votation positive qui permettra de réaliser les mesures définitives.

M. Bourquard salue effectivement la réalisation de mesures urgentes pour des crues comme 2007. Il rappelle que l'ECA et la commission cantonale des dangers veilleront de façon très stricte en édictant des prescriptions très sévères et des mesures compensatoires lors de constructions.

M. Hennet demande si parmi les personnes présentes, il y a des objections à la réalisation de ces mesures urgentes tout en sachant que la décision est uniquement politique. Il n'y a pas d'objection.

M. François Flury demande si des calculs ont été faits par rapport au coût/efficacité. M. Magnollay dit que ce genre de calculs n'a pas été réalisé.

4. MESURES URGENTES : plan d'alarme et d'intervention

M. Bernard Studer explique qu'en plus des mesures urgentes d'élagage d'arbres et d'arrière-digues, une troisième mesure est prévue, à savoir l'achat de matériel de protection mobile.

L'EMCCD pilote ce projet avec pour objectif de savoir quel type de matériel doit être commandé et où il doit être posé en cas d'urgence.

5. TABLEAU DE BORD

Ce document a pour ambition de lister tous les problèmes soulevés dans ce groupe. Il n'est pas discuté ce soir, c'est un document de travail qui peut être affiné, complété au gré des besoins et toutes les propositions sont les bienvenues.

6. DIVERS

M. Studer confirme qu'il est urgent de réaliser des mesures, surtout dans le secteur Morépoint où depuis 34 ans (crue de 1973) rien n'a été entrepris.

La parole n'étant plus demandée, le président lève la séance à 19.45 heures.




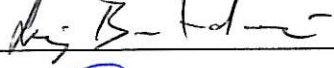






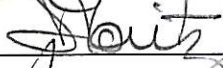
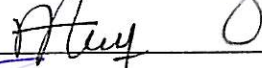



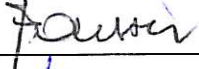





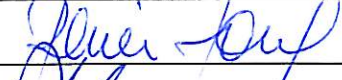




Pour la prise de note
Antonella Tamasi

Delémont, le 4 février 2008 /at

Annexe : - liste des présences

CARTE DES DANGERS

GROUPE DE CONCERTATION - SEANCE DU 4 FEVRIER 2008

Association	Nom, prénom	Signature
BIOTEC, mandataire	LACHAT Bernard	
BG, mandataire	Magnulley Antoine	
Biotec, mandataire	Geiber François	
Erard, mandataire	Bartolomé Louis	
Erard, mandataire	Brunner Frédéric	
Republique & Canton du Jura	Theurillat Laurent	
SEPOD	FLURY François	
Com. diques	CHEURE ROGER	
u u	Rais Pierre	
Forum Nature Environnement	Soro Jean-Pierre	
ENV	Jenin Yvonne	
Com. Diques	Studer Nathalie	
Forde agricole Doleins	Fingeli P. André	
WWF JURA	LACHAT FABIAN	
Sté des Pêcheurs	Baratelli Pascal	
PCI	SAUSER Marcel	
ECA JURA	BOURQUARD JEAN	
Com. des diques	Schaller Jean-Marie	
"	IMHOFF JEAN-LOUIS	
SERVICE URBANISME	NAZZARI PASCAL	
SERVICE URBANISME	SCHINDELHOLZ JUDE	
Conseil communal	SORG Renée	
URBANISME COMMUNAL	JAKUBER HUBERT	
SAT	NACCHI Raphaël	
EER	Simanin Pierre	
Bourgeoisie Deléclout	Jospeud Studeu	
SEPOD	Asker Peter	